

Dénonciation en Uruguay de la complicité de l'OEA avec la répression en Colombie



Montevideo, 8 mai (RHC) La centrale syndicale uruguayenne Pit-Cnt a rejeté aujourd'hui l'impunité du gouvernement colombien dans ses violations des droits humains et elle a affirmé qu'elle 'jouit du silence complice de l'Organisation des Etats Américains (OEA)

Le secrétariat exécutif de cette organisation syndicale a dénoncé que les mobilisations réalisées par le peuple colombien ont été sauvagement réprimées par des arrestations arbitraires, des exécutions et des milliers de blessés.

Se référant à la protestation lancée le 28 avril contre la réforme fiscale par le président Ivan Duque, il a souligné qu'elle accroît l'inégalité dans laquelle le pays frère est plongé il y a plusieurs années, où il maintient les privilèges pour l'oligarchie terrienne et le capital financier.

'Cette déclaration s'ajoute aux dizaines que ce mouvement syndical et d'autres organisations émettent depuis des années sur la violation constante des droits humains en Colombie, qui a conduit à la mort de milliers de dirigeants de mouvements sociaux et syndicaux', a réaffirmé le Pit-Cnt.

Elle a également condamné le fait que l'OEA, avec son secrétaire général, l'Uruguayen Luis Almagro 'détourne le regard et n'a d'yeux que pour fomenter des coups d'État et promouvoir la guerre entre frères'.

Dans le domaine parlementaire, le Parlement a refusé de se joindre à une proposition du Front large de condamner la répression en Colombie, et le député Daniel Caggiani a remis en question le silence du gouvernement.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/256612-denonciation-en-uruguay-de-la-complicite-de-loea-avec-la-repression-en-colombie>



Radio Habana Cuba